

**CIRCULAIRE**  
**du ministre du budget et du ministre de l'agriculture DAS/SDPS/C 79 n° 79-7046 du**  
**11 mai 1979**

**Objet :** Déconcentration en matière de tutelle des organismes de mutualité sociale agricole

**Textes de référence :**

- Décret n° 77-1001 du 29 août 1977
- Arrêté interministériel du 29 août 1977

**Date d'application :** immédiate

**Résumé :** Délégation de pouvoir aux préfets de région en matière d'agrément des agents de direction, agents comptables et directeurs d'établissements des organismes de mutualité sociale agricole et d'approbation des statuts. Procédure

Par arrêté interministériel du 29 août 1977, pris en application du décret n° 1001 du 29 août 1977 relatif à la déconcentration en matière de tutelle des organismes de mutualité sociale agricole, qui reprend en ce qui concerne lesdits organismes des dispositions analogues à celles applicables aux organismes de sécurité sociale en vertu de l'arrêt interministériel du 7 août 1970, délégation de pouvoir est donné à Messieurs les préfets de région en vue de procéder à l'agrément des agents de direction et agents comptables des caisses de mutualité sociale agricole. Je précise que la procédure d'agrément des agents de direction et des agents comptables des organismes susvisés est prévue par les arrêtés modifiés des 28 mars 1974 et 22 mai 1974.

Délégation est également donné en ce qui concerne l'approbation des statuts-ou leurs modifications-des organismes de mutualité sociale agricole visés à l'article 52 du décret n° 452 du 12 mai 1960, dont les statuts types ont été approuvés par l'arrêté modifié du 29 décembre 1962.

**I.- Instructions relatives aux modalités de la procédure d'agrément des agents de direction et des agents comptables des organismes de mutualité social agricole.**

**I-1. Agrément du personnel de direction : directeurs, directeurs adjoints, sous-directeurs, secrétaires généraux :**

Doivent être agréés tous les agents des organismes de mutualité sociale agricole qui exercent des fonctions, même à temps partiel, au titre de la mutualité sociale agricole et qui reçoivent à cet effet, une délégation de pouvoir du conseil d'administration de la caisse de mutualité sociale agricole au profit de laquelle ils exercent leurs fonctions.

Tout agrément est donné pour un emploi et un organisme déterminé. Tout changement d'emploi ou tout changement d'organisme même pour un poste identique à celui précédemment occupé nécessite un nouvel agrément.

En vue de leur transmission à Messieurs les préfets de région, les présidents des conseils d'administration des organismes concernés, adressent aux directeurs régionaux du travail et de la protection sociale agricoles les dossiers de demandes d'agrément, comprenant les pièces suivantes :

1. Un extrait de la délibération du conseil d'administration nommant l'intéressé,
2. Une demande établie par le président du conseil d'administration sollicitant l'agrément et accompagnée de l'attestation de non-incompatibilité de fonction (cf. modèles ci-joints en annexe),
3. Un curriculum vitæ détaillé du candidat mentionnant les diplômes obtenus et, le cas échéant, le titre d'ancien élève du centre national d'études supérieures de la sécurité sociale,
4. Un extrait du bulletin n° 2 du casier judiciaire du candidat ayant moins de trois mois de date,
5. La justification de l'offre d'emploi diffusée par l'Union des caisses centrales de la mutualité sociale agricole (art. 12 de l'arrêté du 28 mars 1974 modifié par l'arrêté du 31 mai 1976).

Les directeurs régionaux du travail et de la protection sociale agricoles effectuent une enquête portant sur la

valeur personnelle et les aptitudes professionnelles de la personne dont l'agrément est demandé ; sans attendre le résultat de ladite enquête, ils transmettent le dossier à Messieurs les préfets de région.

Avant de se prononcer sur l'agrément, Messieurs les préfets de région doivent compléter les dossiers par :

1. l'avis du président du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole,
2. le rapport dressé à l'issue de l'enquête mentionnée ci-dessus,
3. l'avis du préfet du département où l'intéressé est appelé à prendre ses fonctions.

Pour les seuls directeurs des caisses de mutualité sociale agricole il doit être demandé l'avis du ministre de l'agriculture, direction des affaires sociales-Bureau DAS/12-, qui appréciera l'opportunité de consulter l'inspection générale des affaires sociales.

Pour tous les agents de direction, lorsque les consultations prévues aux 1, 2 et 3 ci-dessus ne concluront pas dans le même sens, le dossier sera transmis au ministre de l'agriculture qui fera connaître sa position au préfet de région.

Si, antérieurement à sa nomination, le candidat occupait un poste dans un organisme situé hors de la circonscription administrative régionale il convient d'entrer en rapport avec les fonctionnaires du département d'origine afin d'obtenir toutes précisions susceptibles de permettre d'apprécier les aptitudes de l'intéressé à occuper ses nouvelles fonctions.

## **I-2. Agrément des agents comptables des organismes de mutualité sociale agricole.**

L'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de l'arrêté interministériel du 29 août 1977 précise que l'agrément des agents comptables des caisses de mutualité sociale agricole ne peut intervenir qu'après avis du directeur régional du travail et de la protection sociale agricoles et du trésorier-payeur général du département du siège de l'organisme concerné. Les dossiers d'agrément des agents comptables précités comportent obligatoirement les mêmes documents que ceux demandés pour l'agrément des agents de direction, avec en plus, l'avis du trésorier-payeur général du département du siège de l'organisme concerné.

En cas de divergence de vues entre le directeur régional du travail et de la protection sociale agricoles et le trésorier-payeur général, ou entre le président du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole et l'un ou l'autre de ces fonctionnaires, la décision doit être prise conjointement par le ministre de l'agriculture et le ministre du budget.

### **II.- Agrément des directeurs d'établissements ou œuvres sociales fonctionnant en permanence et comportant hébergement (arrêté du 6 avril 1963).**

Les dossiers relatifs à ces demandes d'agrément sont constitués à la diligence des directeurs des caisses de mutualité sociale agricole, et doivent comporter les pièces suivantes :

1. Une demande d'agrément dont le modèle est fourni ci-joint en annexe,
2. Un extrait de la délibération du conseil d'administration,
3. Un extrait du casier judiciaire n° 2 établi dans les mêmes formes et conditions que celui demandé pour les agents de direction,
4. Un curriculum vitæ détaillé de l'intéressé mentionnant en outre les diplômes obtenus,
5. Une fiche de renseignements comportant la situation de famille de l'intéressé, les distinctions honorifiques dont il est titulaire, son adresse personnelle,
6. Une fiche d'état civil et de nationalité française (formule CERFA n° 10 0024),
7. Des attestations signées par le président du conseil d'administration ou le directeur de chaque organisme de l'intéressé a occupé des fonctions en rapport avec la demande,
8. L'avis motivé du président du conseil d'administration qui transmet le dossier.

Messieurs les préfets de région doivent, avant agrément, prendre l'avis du préfet du département et compléter le dossier avec l'avis du directeur régional du travail et de la protection sociale agricoles concerné.

ils doivent en outre, lorsque l'établissement concerné sera installé hors de la circonscription administrative régionale, prendre l'avis du préfet et du directeur régional du travail et de la protection sociale agricoles de la circonscription de l'établissement.

Il est rappelé :

1. que s'agissant d'un établissement psychiatrique ou de lutte antituberculeuse, les médecins directeurs de ces établissements sont agréés par le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale après avis de diverses autorités ;
2. que dans le domaine de la protection maternelle et infantile, les directeurs de pouponnières et de maisons d'enfants à caractère sanitaire, qu'ils aient ou non la qualité de médecins, sont agréés par le préfet après avis du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale.

La publication des décisions d'agrément prévues à l'article 17 de l'arrêté du 28 mars 1974 modifié-pour les agents de direction-et à l'article 15 de l'arrêté du 22 mai 1974 modifié-pour les agents comptables est faite par le canal du recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Une copie de toutes les décisions d'agrément qui sont prises en ce qui concerne l'ensemble des agents visés aux rubriques I et II est transmise au ministre de l'agriculture, direction des affaires sociales, Bureau DAS/12 ainsi qu'à Monsieur le président du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole.

En outre, dans le cas de l'agrément d'un agent comptable d'une caisse de mutualité sociale agricole, copie de la décision est également transmise au ministre du budget.

Des modèles de décision d'agrément sont établis pour les différentes catégories de personnels et figurent en annexe ; ces modèles précisent les notifications qui sont assurées après décision.

Le titre III de la circulaire n° DAS/C 7 045 du 17 juin 1974 est abrogé.

### **III.- Approbation des modifications de statuts des caisses de mutualité sociale agricole.**

Le décret n° 1 591 du 29 décembre 1962, pris en application du décret n° 452 du 12 mai 1960 et relatif au régime des caisses de mutualité sociale agricole prévoit en son article 4 que les statuts et le règlement intérieur des caisses de mutualité sociale agricole, adoptés par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration sont approuvés par le ministre de l'agriculture après avis des caisses centrales de la mutualité sociale agricole.

L'arrêté du 29 décembre 1962 modifié fixe les dispositions minimales devant être contenues dans les statuts des caisses de mutualité sociale agricole et, à cet égard, ont été diffusés des statuts types (annexe I de l'arrêté).

Il appartient désormais à Messieurs les préfets de région d'approuver toutes les modifications apportées à leurs statuts par des organismes de mutualité sociale agricole lorsque celles-ci sont conformes aux statuts types annexés à l'arrêté précité.

Ils doivent au préalable requérir l'avis du président du conseil central d'administration de la mutualité sociale agricole, conformément à l'article 4 du décret n° 1591 du 29 décembre 1962.

Si certaines des dispositions adoptées apparaissent comme n'étant pas susceptibles d'être approuvées il convient de saisir le ministère de l'agriculture, direction des affaires sociales, Bureau DAS/12.

Toute approbation de modifications aux statuts types entraîne communication immédiate d'un exemplaire de l'arrêté et du texte modificatif à l'adresse ci-avant indiquée-un modèle d'arrêté d'approbation se trouve annexé à la présente instruction.